

BRÉSIL, MEXIQUE, UNE PANDÉMIE DÉVASTATRICE QUI INTERROGE



PIERRE SALAMA *

Tous les pays latino-américains ont souffert et continuent à souffrir fortement des effets de la pandémie, tant au niveau économique que social. Leurs vulnérabilités, pour certains cachées, sont apparues au grand jour. La pandémie a amplifié une crise soit existante en 2019 (Argentine, Mexique), soit latente (Brésil) qui, sur le long terme, s'est manifestée par une tendance à la stagnation économique et une faible mobilité sociale. Pour tous elle a été, elle est, un révélateur de leurs problèmes structurels¹.

L'objet de cet article consiste à rappeler brièvement l'état des lieux de la pandémie en Amérique latine, d'indiquer ensuite quelles sont les principales leçons qu'on peut tirer de ces deux années de crise sanitaire et économique. Nous concentrons l'analyse sur deux pays : le Brésil et le Mexique, le premier ayant comme président un homme d'extrême droite (Bolsonaro), le second une personne considérée

* PROFESSEUR ÉMÉRITE, UNIVERSITÉ DE PARIS 13. Dernier livre paru, *Contagion virale, contagion économique, risques politiques en Amérique latine*, édition du Croquant, 2020, voir la postface de l'édition en portugais publiée par *Contracorrente*, 2021, parue en partie dans la revue *Contretemps* n° 49, « Brésil : Une course vers la mort ? Ce qu'on peut apprendre de la gestion de la pandémie ».

¹ Nous avons développé ce sujet dans Pierre Salama, 2020, *Contagion virale*, *op. cit.* dans le chapitre 2 intitulé « Pourquoi les pays latino-américains souffrent-ils d'une stagnation économique sur longue période ? » p. 43-95. Voir également Cepal, 2021, *La paradoja de la recuperacion en America Latina y el Caribe*, <<https://www.cepal.org/es/publicaciones/47043-la-paradoja-la-recuperacion-america-latina-caribe-crecimiento-persistentes>>.

a priori comme nationaliste et progressiste (Lopez Obrador dit AMLO), et sur deux thèmes : les emplois informels et la population économiquement active lors de la crise parce que leurs évolutions sont surprenantes par rapport aux enseignements de la *doxa*.

La pandémie a amplifié une crise soit existante, soit latente

Une tendance à la stagnation économique depuis les années 1980

Les économies latino-américaines sont à la fois fragiles et vulnérables. D'une manière générale :

1. La reprimarisation a accentué les comportements rentiers des entrepreneurs qui préexistaient. Le taux d'investissement est faible, la financiarisation et la désindustrialisation importantes. Cela concerne plus particulièrement l'Argentine, le Brésil et dans une moindre mesure le Mexique, la main-d'œuvre « exportée » étant sa matière première². Le couple industrialisation (pour l'exportation) – désindustrialisation (pour le marché interne) au Mexique ne produit pas les effets qu'on pourrait attendre en termes de points de croissance. Les raisons sont le retrait de l'État de l'économie, des effets *clusters* peu importants. Reste une industrialisation par « assemblage » incapable de compenser les effets délétères de la désindustrialisation sur l'industrie destinée au marché interne.

2. La très forte volatilité a des effets négatifs sur la croissance. Le « *stop* » laisse des marques profondes. La reprise, « le *go* », ne permet pas de retrouver rapidement le niveau antérieur à la crise. La volatilité est présente dans l'ensemble des pays mais plus particulièrement en Argentine.

3. Une des causes parmi les plus importantes expliquant cette léthargie des économies latino-américaines depuis trente – quarante années est enfin l'inégalité très importante tant des revenus que des patrimoines.

² Les transferts des immigrés mexicains (*remesas*) vers leurs familles s'apparentent en effet à une rente d'un point de vue macroéconomique comme l'est la vente de matières premières dont les effets ne favorisent pas l'industrie à cause de l'appréciation du taux de change réel qu'ils ont tendance à produire.

Tableau 1 : Causes de la tendance à la stagnation du taux de croissance du PIB

	Argentine	Brésil	Mexique
Reprimarisation	+	++	+
Industrialisation-désindustrialisation	+		++
Volatilité	+++	+	+
Inégalités	+ puis ++	+++	+++

Source: Tableau construit par Pierre Salama. Pour plus de détails, voir notre livre, 2020, *op. cit.*, second chapitre.

C'est dans ce contexte stagnationniste que surgit la pandémie au Brésil et au Mexique.

Un cortège de morts impressionnant

Les présidents respectifs du Brésil et du Mexique ont sous-estimé la pandémie. Les politiques économiques qu'ils ont mises en œuvre sont à la fois semblables et très différentes : semblables parce qu'elles cherchent à respecter les grands équilibres macroéconomiques : contrôle des dépenses publiques – le *teto* brésilien³ – minimiser l'augmentation de la dette publique alors même que la crise fait mécaniquement chuter les recettes publiques au Mexique en 2020⁴. Politique surréaliste si on se réfère aux soutiens de la demande et au creusement des déficits publics décidés

121

³ Mais aussi la loi de responsabilité fiscale et la règle d'or. L'ensemble de ces contraintes est parfois contourné par des astuces de présentation ou des reports (*pedalas* mais aussi *precatório* : versement de primes au lieu d'augmentation de salaires dans la Fonction publique payables selon des échéanciers non définis et sur des fonds inexistantes pouvant provenir de privatisations futures). C'est ce qui explique qu'il puisse y avoir des déficits publics considérables et en fortes augmentations comme en 2020 malgré ces contraintes. La dette publique brute a augmenté de 14.5 points du PIB entre 2019 et 2020, passant de 74.3 % à 88.8 % du PIB entre ces deux dates. Elle devrait légèrement baisser en 2021.

Source : <https://sisweb. tesouro. gov. br/apex/f? p = 2501 : 9:::9:P9_ID_ PUBLICACAO : 38868>.

⁴ Au Mexique, les contraintes sur le déficit public sont beaucoup plus respectées qu'au Brésil. Mesurée en pourcentage du PIB (base 2103) la dette publique était de 45.1 % en 2019. Elle s'élève à 52.1 % en 2020, année de crise profonde, et diminue ensuite. En 2021 elle devrait être de 49.7 % grâce à la reprise économique. Source : <https://www.secciones.hacienda.gob.mx/work/models/estadisticas_oportunas/comunicados/ultimo_boletin.pdf>.

dans presque tous les pays avancés. Différentes également parce que la politique suivie au Brésil cherchera à maintenir la demande des plus pauvres, tout au moins pendant quelques mois, avec l'*auxilio emergencial*, freinant ainsi la chute du PIB en 2020. Ce n'est pas, ou très peu, le cas de la politique économique suivie par le président au Mexique. Paradoxalement, le Brésil a eu une politique en faveur des pauvres plus « progressiste »⁵, tout au moins pendant quelques mois, que celle du Mexique... tout en maintenant une politique orthodoxe quant aux privatisations, la limitation des dépenses publiques relativement au PIB (le *teto*). À l'inverse, le Mexique a entrepris des réformes structurelles relativement conséquentes sur l'énergie (le pétrole), l'électricité et la limitation de l'*outsourcing* (externalisation)⁶.

Plusieurs variables expliquent l'importance de la contamination et le taux de létalité : 1. l'importance des dépenses de santé publiques et privée et l'accès plus ou moins libre aux soins. Les dépenses de santé diffèrent selon les pays. Elles sont beaucoup plus faibles au Mexique qu'au Brésil⁷ ; 2. l'attitude des gouvernements vis-à-vis de cette pandémie. Elle a été profondément sous-estimée dans ces deux pays, davantage cependant au Brésil qu'au Mexique. Les politiques décidées par des gouverneurs des états (le Brésil et le Mexique sont des fédérations), des maires ont été combattues au Brésil par le Président de la République ; 3. le respect des règles de distanciation sociale, d'hygiène et le port du masque, mesures très difficiles à appliquer dans des quartiers pauvres, surpeuplés et

122

⁵ Nous mettons volontairement entre guillemets le qualificatif de progressiste. La décision de mettre en place un soutien massif mais temporaire à la demande des catégories les plus défavorisées s'explique probablement par les risques politiques d'un refus du confinement de la part du gouvernement (« ceux qui refusent d'aller travailler n'ont pas à être payés ») en opposition aux décisions de plusieurs gouverneurs. Pour limiter ces risques le Congrès a décidé cet *auxilio emergencial* et différents amendements l'ont rendu plus généreux que prévu.

⁶ Ces réformes rencontrent une opposition farouche d'une part importante du patronat et sont probablement à l'origine de sorties nettes d'investissement en portefeuille. Selon la Banque du Mexique celles-ci se sont élevées à -4.8 milliards en 2020 et à 12,7 milliards de dollars au cours du premier semestre de 2021. Les investissements étrangers directs, en baisse dans la plupart des économies semi-industrialisées, se sont effondrés de 23,2 % au cours du premier semestre de 2021. Ils s'élèvent à 18.5 milliards de dollars soit moins que les rentrées au titre des *remesas*.

⁷ Voir par exemple : Oscar Cetrangolo et Ariela Goldschmit, 2019, « Necesidades de regulacion del sector privado en salud en America Latina », *Documentos de trabajo del IIEP-UBA*, n° 40, 1-26, Cetrangolo O. y Goldschmit A., avril 2020, blog *Alquimias economicas*, disponibles sur internet et enfin le chapitre 3 de notre livre *op. cit.*

parfois dépourvus d'accès à l'eau ; 4. le respect du confinement est également très difficile quand la nécessité de travailler est vitale. Compte tenu de l'ampleur des inégalités sociales, des inégalités d'accès à un habitat décent, il est malaisé de se protéger pour une partie importante de la population. C'est sur cette difficulté qu'a « surfé » le président brésilien dans l'espoir de trouver une adhésion auprès de populations vulnérables.

Les différentes vagues n'ont pas provoqué les mêmes effets en termes de décès pour plusieurs raisons : le degré de la contamination n'est pas le même selon les variants, les dernières mutations du virus étant plus contagieuses. À l'inverse, le respect des gestes barrières et du port du masque s'est accru avec le temps et même s'il est encore largement insuffisant, le pourcentage de personnes vaccinées a cru. C'est ce qui explique que le taux de létalité (pourcentage de décès sur le nombre de contaminés) baisse considérablement au Mexique et au Brésil.

Fin août la vaccination complète (deux doses)⁸ est élevée dans deux pays d'Amérique latine : le Chili et l'Uruguay (75,94 % et 71,02 % respectivement le 27 août 2021). Elle l'est un peu moins en Équateur (42,7 % au 25/08). La vaccination complète se situe à un niveau médiocre en Argentine (30,24 %), au Mexique (29,08 % au 25.08), au Brésil (27,52 % au 26.08), au Pérou (25,97 % au 24.08) pays connaissant le nombre de décès le plus élevé par million d'habitants. Elle est également faible dans les autres pays : Paraguay (22,4 % au 20.08), en Colombie (28,28 % au 24.08), à Cuba (27,95 % au 24.08) et de manière surprenante au Costa Rica (19,7 % au 23.08). Remarquons qu'aux mêmes dates elle était de 68,69 % en Espagne, de 63,92 % en France, de 63,62 % en Grande Bretagne, de 60,85 % en Allemagne et de manière surprenante de 52,16 % seulement aux États Unis.

123

Quelques leçons de la crise : quid de l'informalité et du retrait du marché du travail ?

Une des leçons importantes de la crise actuelle est l'articulation entre le chômage, la population économiquement active, les emplois formels et les emplois informels. Cette articulation change depuis les

⁸ <<https://www.sortiraparis.com/actualites/coronavirus/à partir des données de John Hopkins University>>.

Tableau 2 : Les trois vagues de la pandémie au Mexique

	4 mars 2020 au 23 septembre 2020	24 septembre 2020 au 23 mai 2021	24 mai 2021 au 21 août 2021
Cas confirmés	705 250	1 691 346	152 604
Décès	74348	147 299	31280
Décès par jour	372	606	348
Taux de létalité	10,54	8,71	2,05

Source : données provenant du secrétariat à la santé, harmonisées par *Our World in Data* : <ourworldindata.org>, également *La Jornada* 27 août 2021. Les données sont en moyenne mobile sur 7 jours.

**Tableau 3 : Évaluation de la pandémie dans quelques pays
d'Amérique latine, au 4 août 2021**
[Décès par million d'habitants]

124

Pays	Pérou	Bésil	Colombie	Argentine	Mexique	Chili
Décès par million d'habitants	5977	2614	2365	2340	2307	1715
Total décès	196 598	559 715	121 695	106 747	294 781	35 671

Source : TResearch MX, les données pour le Mexique ont été réévaluées par l'INEGI. Celles fournies par le Secrétariat à la santé s'élevaient à 242 547 décès, l'INEGI les rectifie et ajoute pour 2020 : 52 236 décès de plus, soit au total 294 781 : <<https://drive.google.com/file/d/13vwog2wWY1wEiY9zDDUAzR2mHgMh8NYU/view>>.

* Ces données sont à prendre avec précaution pour l'ensemble des pays latino-américains. Elles sont encore plus ou moins sous-estimées selon les pays et la fiabilité de leurs systèmes de recension. Une nouvelle réévaluation a été faite fin août au Mexique. Elle montre qu'il y a une différence sensible, (52,9 %) entre le nombre de décès estimés, en tenant compte de l'ensemble des données sur la mortalité (un peu plus de 940 000), et le nombre de décès observé entre janvier 2020 et mars 2021 (1 437 000). Voir INEGI et *El Financiero* du 26 août 2021.

années 1990 au Brésil⁹ et au Mexique mais cette évolution était peu visible. Avec la crise profonde de 2020, cette évolution apparaît beaucoup plus nettement. Plus précisément l'informel n'est pas une « éponge », un refuge pour les emplois détruits lors d'une crise économique¹⁰. Elle n'est pas, sinon à la marge, un substitut à l'augmentation du chômage.

La crise de 2020 montre clairement que prendre en considération seulement l'informalité et le chômage lors d'une crise peut être trompeur. Il faut considérer les quatre variables que nous avons citées. Les dernières crises et plus particulièrement celle de 2020 montrent que l'informalité n'est pas un substitut au chômage. Celui-ci croît lors d'une crise et a du mal à baisser lors de la reprise. Par contre la population économiquement active elle, décroît de manière absolue et relative (par rapport à la population de plus de 15 ans). Au final, l'informalité, loin d'augmenter, décroît lors de la crise et la formalité augmente relativement.

1. *Au Brésil, les crises de 2015-2016 et de 2020 sont importantes par leur ampleur* (- 3,8 % en 2015 et - 3,6 % en 2016 et - 4,1 % en 2020). Celle de 2015-2016 n'a pas connu de reprise importante contrairement aux crises précédentes. Celle de 2020 laissait espérer une reprise en V mais dès le dernier trimestre de 2020 la reprise s'est essouffée et les perspectives pour 2021 ne sont pas très favorables, non seulement à cause d'une reprise de la pandémie et de ses conséquences négatives dans les comportements des investisseurs. Les deux « surprises » résident dans les évolutions des inactifs et de l'informalité.

Selon une étude de Corseuil *et alii* de l'IPEA¹¹, les deux crises récentes se différencient par l'ampleur des variations sur le marché du travail. Le pourcentage des emplois occupés dans la

⁹ François Roubaud et Mireille Razafindrako, 2021, « Bolsonaro et la Covid-19 au Brésil : réflexions autour d'un double paradoxe » Revue *La Regulation*, n° 29, <<https://journals.openedition.org/regulation/20124D>>.

¹⁰ La faiblesse des allocations-chômage, lorsqu'elles existaient, devait pousser les salariés licenciés à rechercher un emploi informel pour survivre, qu'il soit salarié ou non. Cette thèse, développée par la Banque mondiale a été critiquée notamment par Bruno Lautier, 2004, *L'Économie informelle dans le Tiers monde*, La Découverte. Selon Lautier on ne peut en effet parler de secteur informel mais d'emplois informels très divers. C'est ce qui explique qu'on puisse observer des combinaisons d'emplois formels et d'emplois informels pour les travailleurs pauvres et modestes.

¹¹ Voir Carlos Henrique Corseuil, Maria Franca, Gabriela Padilha, Lauro Ramos et Felipe Russo, 2020, « Comportamento do mercado de trabalho brasileiro em duas recessões: análise do período 2015-2016 e da pandemia de Covid-19 », Nota técnica n° 92, IPEA,

Encadré 1 : Quid de l'informalité ?

D'une manière générale, l'informalité a plusieurs origines en Amérique latine: 1. La première résulte de rapports de production spécifiques. L'autoritarisme – paternalisme a prédominé jusque dans un passé récent à la campagne et dans les petites villes. Valeur et faveur régissent l'emploi*, surtout dans les petites entreprises: l'employé se sent obligé vis-à-vis de son employeur. Celui-ci n'a pas besoin de le déclarer, le sous-paie et lui impose des conditions de travail dites souvent non décentes. La contrepartie de cet autoritarisme est le paternalisme, l'employeur a une obligation « morale » de s'occuper de son employé lorsque celui-ci est malade. Avec l'essor et la généralisation du monde marchand, cette contrepartie disparaît progressivement et reste alors l'aspect informel, illicite vis-à-vis du code du travail, de la sécurité sociale et de la fiscalité. 2. Le taux d'investissement insuffisamment élevé, la croissance démographique, la migration des campagnes vers les villes sont une seconde source d'informalité des emplois. La recherche d'emplois de survie, voire de stricte survie, se développe et l'informalité avec. Aussi peut-on considérer qu'il n'y a pas de secteur informel en soi, mais un entrelacement d'activités (emplois) informelles et formelles, les unes s'appuyant sur les autres et réciproquement. 3. Des formes nouvelles d'informalités apparaissent liées à l'essor des nouvelles technologies. Grâce à internet et aux plateformes, de nouvelles formes de travail se sont développées connues sous le vocable de « ubérisation des emplois », le travailleur ayant un statut d'auto-entrepreneur, travaille dans une grande précarité avec une protection sociale le plus souvent très faible.

Enfin, à mesure que se développent les rapports marchands et capitalistes, l'informalité change et la formalité avec. Dit autrement l'informalité devient plus *poreuse*. Elle se rapproche de la formalité. La différence entre les emplois informels et les emplois formels s'atténue. Moins au Mexique qu'au Brésil, les informels peuvent bénéficier de prestations sans avoir contribué, que ce soit par des mesures législatives permettant à des entreprises de très petites tailles de se déclarer sans avoir à contribuer (MEI au Brésil), ou bien par des politiques décidées au niveau national d'accès à la santé au Brésil et par des municipalités. À l'inverse les emplois formels, pour nombre d'entre eux, sont davantage flexibles et précaires et se rapprochent ainsi de la flexibilité de *jure* (mais pas nécessairement de *facto*) des emplois salariés informels.

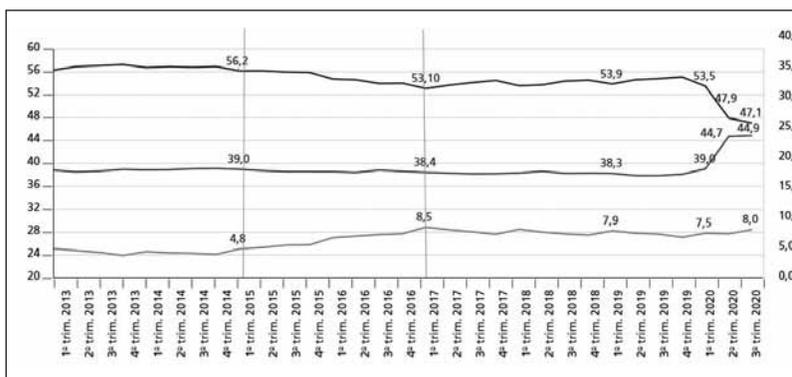
* Gilberto Mathias, 1987, « État et salarisation restreinte au Brésil », *Revue Tiers Monde*, n° 110, <https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1987_num_28_110_4556>.

BRÉSIL, MEXIQUE, UNE PANDÉMIE DÉVASTATRICE QUI INTERROGE

population en âge de travailler baisse de 56,2 % au premier trimestre 2015 à 53,1 % au premier trimestre 2017 (crise de 2015-2016)¹². Entre le premier trimestre 2020 et le troisième trimestre 2020, ce pourcentage chute de 53,5 % à 47,1 %. La population inemployée lors de la crise de 2015-2016 augmente de 4,8 % à 8,5 %. Lors de la crise de 2020, le pourcentage de la population inemployée dans la population en âge de travailler augmente peu passant de 7,5 % à 8 %. La grande différence entre les deux crises est dans le pourcentage des inactifs (hors marché du travail) : alors que dans les mêmes périodes, ce pourcentage est relativement stable lors de la première crise, autour de 38,5 %, il augmente de 39 % à 44,7 % en 2020, ce qui est considérable en si peu de temps. *Une part conséquente et croissante de la population en âge de travailler échappe donc au marché du travail.* La baisse de la population économiquement active accompagne le maintien du taux de chômage à un niveau élevé au troisième trimestre 2020, soit 14,6 % de la population économiquement active.

127

Graphique 1 : Pourcentage des populations occupées, inactive et inemployée dans la population en âge de travailler, 2013-2020 (Brésil)



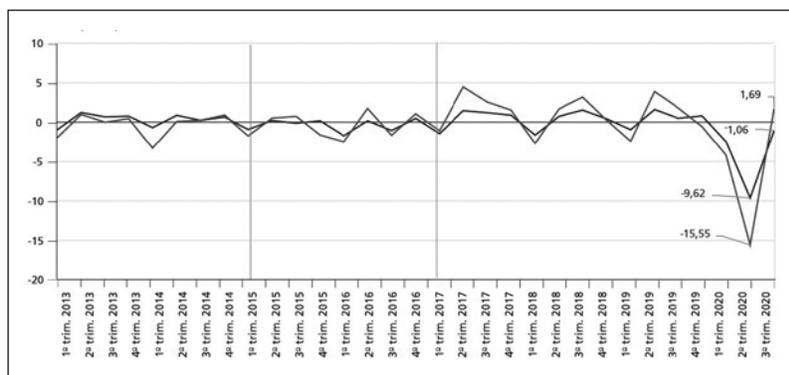
Source: Corseuil C.H. et alii, *op. cit.* p. 8.

https://www.ipea.gov.br/portal/index.php?option=com_content&view=article&id=37491&Itemid=9.

¹² Afin d'éviter d'éventuelles confusions, rappelons qu'il ne s'agit pas ici de la population économiquement active (PEA), cette dernière est calculée en ajoutant à la population occupée celle qui est inemployée mais qui cherche un travail. Rappelons enfin que le taux de chômage est calculé par rapport à la PEA et que dans ce graphique il s'agit de la part des inemployés par rapport à la population en âge de travailler.

Lorsqu'on analyse les flux d'entrée, d'un trimestre à l'autre, on observe que les flux d'entrée des occupés vers inoccupés (inemployés) baisse et celui des inactifs vers les inoccupés baisse également en 2020, contrairement à ce qu'on observe lors de la première crise de référence. L'orientation de ces flux à la baisse explique l'augmentation de la part des inactifs.

Graphique 2 : Variation de la population occupée et des emplois informels, 2013-2020 (Brésil)



128

Source : Corseuil et alii op. cit, p. 12.

Seconde surprise : le taux d'informalité baisse et, avec la reprise, il croit de nouveau.

Comme nous l'avons indiqué, selon la *doxa*, une crise économique devrait conduire à une augmentation du taux d'informalité provenant en grande partie des licenciements de travailleurs formels et de leurs difficultés à retrouver un travail dans des emplois formels. Ce n'est pas le cas. *La crise de 2020 ne s'accompagne pas de plus d'informalité, tout au moins dans les premiers mois de crise.* Nous avons vu qu'elle conduisait d'abord à une augmentation des inactifs et leur retrait du marché du travail et à une diminution de l'informalité. L'informalité baisse davantage (- 15,55 %) que la population occupée (- 9,62 %).

Dans une étude très intéressante Roubaud F. et Razafindrako M., 2021, montrent qu'entre le quatrième trimestre de 2019 et le second trimestre de 2020, les emplois formels baissent de - 6,7 % et ceux et l'informel de - 19,1 % selon les données de la PNAD et, dans la même période, les inactifs augmentent de 18,9 %. Les licenciements de travailleurs formels ne conduisent ni à une

augmentation du taux de chômage, situé à un niveau élevé avant cette crise, ni à une augmentation de l'informalité, une partie d'entre eux devenant inactifs. Une part des travailleurs informels abandonne également la recherche d'emploi et se met en retrait du marché du travail. On peut considérer que ce mouvement s'explique à la fois par les faibles perspectives de retrouver un emploi compte tenu de l'ampleur de la crise et ses particularités et par le versement de *l'auxilio emergencial*¹³. Les perspectives d'emplois s'améliorant au cours du troisième trimestre 2020 et le versement de *l'auxilio* s'achevant, on observe une remontée des emplois informels, un peu plus rapide que celle de la population occupée. Le ralentissement économique au cours du quatrième trimestre 2020 et du premier trimestre 2021 pourrait de nouveau inverser cette tendance. Cette probabilité est faible dans la mesure où la décision de relancer *l'auxilio emergencial* porte sur des sommes beaucoup plus faibles que celles décidées en 2020.

En résumé, si on considère les *quatre pôles* suivants : le taux de chômage, la population économiquement active, le taux des emplois formels et celui des informels, on observe au Brésil que le taux de chômage, déjà élevé à la veille de la pandémie, augmente peu. La population économiquement active baisse fortement pour augmenter à nouveau avec la reprise économique, les emplois informels baissent de manière absolue davantage que les emplois formels pendant la crise. La baisse prononcée des emplois informels ne se traduit donc pas par une augmentation importante du taux de chômage, mais par *un retrait conséquent du marché du travail*, les licenciements des travailleurs protégés ne favorisant pas ou peu une recherche d'emplois informels, contrairement à ce qu'on aurait pu attendre.

2. Au Mexique, on observe des évolutions semblables en période de crise en 2020 pour la population économiquement active, l'informalité et le taux de chômage. La population économiquement active passe de 60 % en moyenne en 2019 à 47,2 % en avril 2020,

¹³ Cette observation ne signifie pas que les travailleurs feraient un calcul rationnel entre travailler et ne pas travailler selon le montant des allocations qu'ils recevraient en cas de chômage comme aime à le penser le courant libéral. C'est d'abord parce que les offres d'emplois sont extrêmement faibles à cause de la crise qu'ils se retirent du marché du travail. À défaut d'allocation de chômage, *L'auxilio* leur permet seulement d'attendre que ces perspectives s'améliorent.

soit une baisse de 12,8 points¹⁴, et se redresse fortement en 2021 avec la reprise économique pour atteindre 59,2 % en avril 2021.

De même, l'informalité baisse sensiblement en 2020 et augmente à nouveau en 2021 pour retrouver son niveau d'avant crise, soit autour de 56 % de la population occupée. Cependant, la proportion des travailleurs sous-occupés, relativement à la population occupée augmente sensiblement et avec la reprise en 2021, leur proportion fléchit de nouveau.

Mais à la différence de ce qu'on observe au Brésil, le taux de chômage est très faible. Il est seulement de 3,2 % en moyenne en 2019 et s'élève à 4,7 % en avril 2020 pour baisser ensuite à 4,3 % en juillet 2021 (soit 1 point de moins qu'en juillet 2020). Il augmente avec la crise mais il reste à un niveau faible. Par contre le taux de sous occupation par rapport à la population occupée augmente davantage que le taux de chômage, passant de 6,9 % en moyenne en 2019 à 13,2 % en avril 2020. La qualité des emplois formels se dégrade comme au Brésil, le niveau moyen des revenus du travail baisse, enfin les inégalités augmentent.

La crise s'est traduite par une chute de la population économiquement active en 2020 et avec la reprise on assiste à une remontée de celle-ci. Elle est donc traduite par un retrait du marché du travail, plus particulièrement de ceux qui avaient un emploi informel, et la reprise par une remontée des emplois informels puis des emplois formels. Avec la reprise économique à partir de 2021, on observe à la fois une baisse du taux de chômage et un retour vers le marché du travail avec l'augmentation de la population économiquement active. En avril 2020 la perte d'emploi a été de 12.5 millions. Entre mai 2020 et juillet 2021, 13.1 millions d'emplois furent créés avec cependant une remontée très importante des emplois informels, ces derniers en juillet 2021 composent 98 % des 1.3 millions des emplois créés... (source : INEGI et *El Economista* 27 août¹⁵)

Pour comprendre ces évolutions trois facteurs doivent être pris en considération : 1. l'attitude des gouvernements vis-à-vis de l'informalité : les modifications législatives visant à formaliser des emplois informels en permettant à des travailleurs n'ayant pas

¹⁴ L'ensemble de ces données sont de l'INEGI : <<https://www.inegi.org.mx/temas/empleo/>>.

¹⁵ Le faible nombre d'emplois formels créés en juillet 2021 (20 000) s'explique pour partie par la baisse des emplois publics.

contribué à bénéficier de prestations sociales peuvent susciter une hausse des rémunérations de catégories les plus pauvres. 2. l'ampleur de la crise ; 3. enfin la politique de soutien de la demande.

Le PIB par habitant a chuté fortement en 2020 au Mexique (-9,2 % en 2020), il a diminué beaucoup moins au Brésil (-4,8 %). La chute a été particulièrement prononcée au second trimestre de 2020 au Mexique (-18,8 %). Comme nous l'avons remarqué le soutien à la demande a freiné la chute du PIB au Brésil. Ce soutien a été très faible au Mexique.

Enfin, ce qui différencie le Brésil du Mexique est le taux de chômage, élevé chez l'un, faible chez l'autre, mais comme au Brésil, ce taux n'augmente pas considérablement lors de la crise et comme au Brésil, le retrait du marché du travail est significatif, entraînant une hausse de la pauvreté.

3. Le taux de pauvreté augmente

Dans ces deux pays, la pauvreté augmente ainsi que la pauvreté extrême. Il en est de même pour les inégalités de revenus.

Au Brésil, la pauvreté avait recommencé à augmenter avec la crise de 2015 – 2016. En 2019, les taux de pauvreté et de pauvreté extrême s'élevaient respectivement à 24.8 % et 6.6 %. La politique dite du *auxilio emergencial* en 2020 va compenser et au-delà pour certaines catégories la baisse des revenus du travail due à la crise de 2020. Mais cet appui aux revenus des catégories pauvres et modestes étant temporaire et sa redéfinition par la suite plus faible (250 reais contre 600 auparavant, périmètre réduit), les taux de pauvreté devraient augmenter sensiblement ainsi qu'on peut le voir dans le tableau ci-dessous et se situer bien au-delà de ce qu'ils étaient juste avant la pandémie (Luiza Nassif-Pires et *alii, op. cit.*). Les taux observés et prévus pour les noirs et plus particulièrement pour les femmes noires sont eux, beaucoup plus élevés qu'avant la pandémie et largement au-dessus des taux de pauvreté des blancs. Selon la même étude, les femmes noires avaient un taux de pauvreté extrême de 9.2 % contre 3.5 % pour les femmes blanches. Ce taux passe à 12.3 % et 5.8 % respectivement.

Selon CONEVAL (Consejo nacional de evaluacion de la politica de desarrollo social), le niveau atteint par la pauvreté¹⁶ se

¹⁶ Il s'agit dans ce cas ici de la pauvreté mesurée par le revenu monétaire nécessaire pour acheter un panier de biens alimentaires *stricto sensu*.

Tableau 4 : Évolution de la pauvreté durant la pandémie au Brésil

	Taux de pauvreté		Millions d'individus	
	Extrême pauvreté	Pauvreté	Extrême pauvreté	Pauvreté
Observé avant la pandémie	6.6 %	24.8 %	13.9	51.9
Observé en juillet 2020	2.4 %	20.3 %	5	43
Observé en octobre 2020	5.1 %	24.6 %	10.9	52.1
Simulation sans AE	10.7 %	31.4 %	22.6	66.4
Simulation avec AE de 2021	9.1 %	28.9 %	19.3	61.1

Source : Luiza Nassif-Pires, Luiza Cardoso e Ana Luisa Matos de Oliveira, 2021, « Genero e raça em evidencia durante a pandemia no Brasil : o impacto do auxilio emergencial na pobreza e na extrema pobreza » in *Centro de pesquisa em macroeconomia da desigualdades*, nota tecnica n° 10, 1-8 : <<https://madeusp.com.br/wp-content/uploads/2021/04/NPE-010-VF.pdf>>.

132

situé au second trimestre de 2021 2.9 points au-dessus du niveau pré-pandémique. Au pic de la pandémie il atteint 44,3 % de la population, il baisse ensuite grâce à l'augmentation des revenus du travail et la masse salariale suite à l'augmentation des salaires et des emplois et dans une faible mesure grâce aux programmes sociaux. Cependant, dans les douze derniers mois, de juillet 2020 à juillet 2021, l'augmentation des revenus du travail se concentre surtout sur le premier quintile (les plus pauvres), 78 % des emplois créés étant des emplois informels, salariés et non-salariés (INEGI et *El Financiero* du 20 août). Cette évolution d'un côté a permis de diminuer le taux de pauvreté, de l'autre est un révélateur de la détérioration des conditions d'emploi, plus de 24.5 millions de personnes gagnent moins que deux salaires minimum par mois – celui-ci étant équivalent en 2020 à 51,60 euros... –, 5.5 millions de 2 à 3 salaires minimums, 2.5 de trois à 5 salaires minimums et 0.8 million au-delà de 5 (le revenu de 4.4 millions de personnes n'étant pas spécifiés). Les revenus des ménages du 10^e décile (les plus riches) ont baissé de -9.2 % entre 2018 et 2020, ceux du 1^{er} décile ont par contre cru de 1.3 %, mais ceux du second décile ont baissé de -2.7 %. Au final, les revenus du 10^e décile restent plus de 16 fois supérieurs à ceux du 1^{er} décile, ce qui est révélateur de la faiblesse des transferts vers les plus pauvres (INEGI et *El economista* 18 août).

**Tableau 5 : Évolution de la pauvreté
durant la pandémie au Mexique**

	1 ^{er} trimestre 2019	2 ^e trimestre 2020	3 ^e trimestre 2020	4 ^e trimestre 2020	1 ^{er} trimestre 2021	2 ^e trimestre 2021
Taux de pauvreté	38.8 %	35.6 %	44.3 %	40.7 %	39.4 %	38.5 %

Source CONEVAL, <<https://www.coneval.org.mx/Medicion/Paginas/PobrezaInicio.aspx>>.

Conclusion

La pandémie n'a pas provoqué la crise que connaît l'ensemble des pays latino-américains. Elle l'a précipité. Elle a mis en relief les causes structurelles de leur longue stagnation économique : profondes inégalités de revenus et de patrimoine, comportements rentiers des investisseurs accentués par la reprimarisation de la plupart des pays depuis une vingtaine d'années, volatilité importante de leurs taux de croissance malgré un degré d'ouverture de leurs échanges internationaux de biens bien plus faible que ceux observés dans les économies asiatiques dites émergentes, dépendance accrue pour le Mexique des transferts de devises provenant de leurs travailleurs immigrés aux États-Unis.

Cette crise interroge d'un point de vue économique et politique.

Les emplois informels ne jouent pas le rôle que leur assignait le plus souvent la *doxa*. Au lieu d'augmenter en période de crise, les emplois informels baissent en termes relatifs et absolus et surtout la population économiquement active chute. Dans des pays où les allocations-chômage sont rares et peu significatives pour les bas revenus, cela étonne. Au Brésil, en période de crise les possibilités de trouver un emploi dans l'informel sont rares, dans ce contexte l'*auxilio emergencial* explique le retrait partiel du marché du travail. Dans les pays comme le Mexique où les transferts sont beaucoup plus modestes, le retrait partiel du marché du travail interroge encore davantage. L'augmentation des transferts d'argent effectués par les travailleurs mexicains vivant aux États-Unis (*remesas*)¹⁷ pourrait

¹⁷ Les *remesas*, évaluées à 23,6 milliards de dollars au cours du premier semestre 2021, sont 40 % supérieures aux sommes envoyées au cours du premier semestre

à la fois expliquer que la pauvreté n'ait pas baissé davantage, que l'informalité et la population économiquement active aient baissé en 2020 avec la crise économique. Bien qu'on n'ait pas d'évaluation précise, il est possible aussi que les ruissellements de l'argent du narco trafic aient pu atténuer les effets de la crise sur l'emploi et les revenus d'une partie de la population pauvre.

Cette crise interroge également d'un point de vue politique. Ce qui différencie les présidences du Mexique du Brésil durant cette période est que la première est nationaliste et promeut une législation en faveur des secteurs stratégiques afin de les préserver de démantèlements suite à des privatisations envisagées par la présidence précédente devant favoriser les intérêts étrangers, la seconde est en faveur des privatisations quel qu'en soit le coût en termes d'indépendance nationale. Le Brésil a mis en place une politique de soutien massif mais temporaire aux catégories les plus défavorisées, le Mexique ne l'a pas fait ou peu au nom du respect des grands équilibres.

134

La présidence mexicaine reçoit cependant un soutien très important de la population¹⁸, celle du Brésil développe des thèmes d'extrême droite sur les questions sociétales (noirs, homosexualité), poursuit une politique de démantèlement de l'éducation, cherche à contrôler le contenu de l'enseignement et critique vertement les institutions et connaît une baisse accentuée de sa popularité. L'analyse comparative que nous avons faite met en lumière ces paradoxes.

Résumé :

La pandémie du Covid-19 a amplifié une crise économique latente (Brésil) ou déjà existante (Mexique). Pour tous deux, elle a été, et elle reste, un révélateur de leurs problèmes structurels, au-delà des orientations politiques fortement opposées menées dans ces pays qui ont en commun d'avoir sous-estimé cette vague pandémique, peut-être plus au Brésil qu'au

de 2019, c'est-à-dire avant la pandémie. Cependant, comme le remarque *La jornada* du 29 juillet les deux derniers déciles (les plus riches) ont bénéficié davantage de la croissance des *remesas* que les autres déciles.

¹⁸ Au 26 août 2021, 59.6 % de la population approuvent sa politique, en partie pour les réformes, mais aussi en partie pour ses déclarations contre la corruption, l'impression d'honnête qu'il dégage et d'une amélioration de l'emploi et des revenus, malgré le contexte de la pandémie et son déferlement de décès.

BRÉSIL, MEXIQUE, UNE PANDÉMIE DÉVASTATRICE QUI INTERROGE

Mexique. Elle a mis en relief les causes structurelles de leur longue stagnation économique : profondes inégalités de revenus et de patrimoine, comportements rentiers des investisseurs accentués par la reprimarisation de la plupart des pays depuis une vingtaine d'années, volatilité importante de leurs taux de croissance. Les réponses ont été différentes et ont eu des effets contrastés sur le taux de chômage, la population économique active, le taux des emplois formels et celui des informels, mais dans les deux cas la pauvreté extrême et les inégalités de revenus ont augmenté.

